

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay

Le Puy-en-Velay, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

G'IMPRIM SAS

Rue du Calvaire
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-26-91
Code AIOT : 0005602301

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement G'IMPRIM SAS implanté Z.I. les Taillas 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G'IMPRIM SAS
- Z.I. les Taillas 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005602301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société G'Imprim est spécialisée dans l'impression par flexographie sur des matériaux

d'emballage souples. Elle emploie une quarantaine de personnes et fonctionne 350 jours par an. Pour réaliser son activité, elle dispose de 7 machines d'impression par flexographie.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Effluents Aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 3.3.1 et 3.4.2	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 2.2.1	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 2.2.2 et 2.2.3	Sans objet
5	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 5.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est à jour des mesures de surveillance qui lui incombent. Il a rédigé un plan de défense incendie exhaustif malgré l'absence des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux. Il lui appartient de compléter ces informations pour finaliser ce plan de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Effluents Aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 3.3.1 et 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : Article 3.3.1 : Le rejet d'eaux pluviales respecte les valeurs limites suivantes : PH : 5,5-8,5 Température < 30°C MES < 35 mg/l DCO < 125 mg/l DBO5 < 30 mg/l Hydrocarbures totaux < 10 mg/l

Couleur < 100mg/Pt/l
Article 3.4.2 : L'exploitant réalise à fréquence annuelle une analyse du rejet de ses eaux pluviales pour s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prescrites par l'article 3.3.1
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport d'analyses des eaux pluviales daté du 27 mai 2025. Toutes les valeurs sont conformes aux VLE de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant (...) à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou à enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.
Constats : L'exploitant a présenté un plan de défense incendie mis à jour le 15 décembre 2025 comportant tous les éléments obligatoires tels que référencés à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, à l'exception des dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant a indiqué être en attente de devis pour finaliser le choix d'un prestataire à qui confier cette mission de prélèvement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 1 mois, l'exploitant devra transmettre à l'inspection une révision du plan de défense incendie comportant les éléments manquants, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> la liste des substances à rechercher dans les différents milieux et les raisons ayant conduit au choix des substances et des milieux; les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux; les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon les protocoles adaptés aux substances recherchées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets canalisés
Prescription contrôlée : (...) Les rejets en COV canalisés font l'objet d'un traitement par oxydation thermique (...) Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend pas flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie de l'équipement d'oxydation. Conduit n°1 : Nox en équivalent NO2 : 100 mg/Nm3, flux : 3500 g/h CO : 100 mg/Nm3, flux : 3500 g/h COVT (exprimé en équivalent C) : 20mg/Nm3, flux : 700g/h
Constats : L'exploitant a présenté un rapport d'analyse daté du 2 juin 2025. Toutes les valeurs sont conformes aux VLE de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 2.2.2 et 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Article 2.2.2 : (...) Le flux annuel d'émissions diffuses de COVT ne dépasse pas 12 % de la consommation annuelle de solvant. Le flux est déterminé au travers du plan de gestion des solvants mentionné au 2.2.3 Article 2.2.3 : L'exploitant tient à jour un plan de gestion des solvants tel que défini à l'article 4 de l'annexe de I du 2 février 2022 susmentionné. Il le transmet annuellement à l'inspection des installations classées, statue sur le respect des valeurs limites d'émissions applicables et l'informe de ses actions visant à réduire la consommation et les émissions de solvants
Constats : L'exploitant a présenté le Plan de Gestion 2024. Sur ce dernier, le flux annuel des émissions diffuses de COVT a été calculé à 11,6 % de la consommation annuelle de solvant, inférieur aux 12% max autorisés par la prescription. L'exploitant a indiqué que le Plan de Gestion 2025 allait être établi sous peu. Il devra le transmettre à l'inspection des installations classées, conformément à l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 supra-cité.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 5.2.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
--

Prescription contrôlée :

(...) L'établissement dispose à minima :

- de systèmes d'extinction automatique d'incendie dans l'ensemble du bâtiment (...)
- d'extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets
- de robinets d'incendie armés

Ces matériels doivent être vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des extincteurs et des RIA, daté du 24 avril 2025.

Ce dernier fait état de non-conformités. Celles-ci ont été corrigées par le prestataire de contrôle DESAUTEL qui assure également la remise en conformité le cas échéant.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des systèmes d'extinction automatique daté du 24 juin 2025. Ce dernier fait état d'une non-conformité réglementaire. L'exploitant a indiqué avoir répondu à la demande du prestataire de contrôle en lui fournissant les informations demandées.

Pour rappel, la vérification des systèmes d'extinction automatique doit être réalisée tous les 6 mois. L'exploitant a indiqué être en attente du dernier rapport de vérification. Dès réception, il devra le transmettre à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite
--